COMMUNIQUÉ INTERSYNDICAL

Derrière les blocages des lycées, les lycéennes et les lycéens en première ligne

D'aucun ont évoqué les difficultés rencontrées par les personnels de direction lors des mobilisations lycéennes sans rappeler que ce sont d'abord les lycéen·nes qui sont mobilisé·es en première ligneNous refusons cette lecture à sens unique.

Nous n'acceptons pas que les difficultés des personnel·les, provoquées par les manquements du ministère à ses obligations d'employeur et par l'absence volontaire de réponse politique aux revendications légitimes des lycéen·nes, servent de prétexte pour excuser ou justifier les intimidations, les répressions et les représailles à l'encontre des élèves en fracturant la communauté éducative.

Depuis le début du mouvement, les premières lignes sont celles des lycéennes et des lycéens qui, pour faire entendre leurs revendications, se heurtent à une répression policière d'une violence inacceptable. À Pau, elles et ils ont subi les insultes, les intimidations, les violences physiques, les gaz lacrymogènes, les interpellations (des dizaines depuis début octobre), parfois jusque dans les établissements, et des gardes à vue dont la majorité n'a débouché sur aucune poursuite.

Nous refusons que les mobilisations lycéennes soient réduites à des problèmes d'ordre public. Nous refusons que les violences policières soient banalisées ou relativisées. Nous refusons que la réponse institutionnelle à la colère de la jeunesse soit la répression plutôt que la considération réelle de leurs demandes.

Les lycéennes et les lycéens ne sont pas le problème ! Ils et elles alertent sur des problèmes qui les concernent directement et qui engagent leur avenir.

Rappelons que les lycéennes et lycéens, à travers leurs revendications, mettent en lumière les effets délétères de plus de dix ans de destruction délibérée des services publics. Les casseurs de l'éducation ont imposé une réforme, la réforme Blanquer, qui a mis la communauté éducative à terre. Ils ont également abandonné l'Ecole publique dans les quartiers populaires avec le recul de l'éducation prioritaire. Les lycéen·nes d'aujourd'hui sont la première génération à avoir suivi une scolarité entièrement dans l'Ecole macroniste. Nous en constatons aujourd'hui le résultat. Enfin, les gouvernements successifs ont œuvré à la dévalorisation de notre métier, avec le gel du point d'indice, et à la précarisation des autres personnels indispensables que sont les AED et les AESH.

Nous réaffirmons notre solidarité avec les lycéennes et les lycéens mobilisé·es ! Nous les remercions également d'avoir le courage de refuser cet effondrement du service public d'éducation.

Amnistie pour toutes et tous !

Pour elles et eux, nous exigeons la fin de la répression et l'annulation des poursuites judiciaires.

Nous exigeons la satisfaction de toutes les revendications du mouvement.

Nous appelons à rejoindre le rassemblement contre les violences policières et la répression le **vendredi 13 novembre à 15 h devant le lycée Saint-John-Perse**, à l'initiative de l'USL 64 et de Solidaires Étudiant·es.

Le 12 novembre 2026 à PAU